

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Commission Permanente du mercredi 12 juillet 2023

Membres en exercice : 26  
Présents : 20  
Procuration(s) : 1  
Absent(s) : 5  
Nombres de votants : 20  
Votes pour : 19  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 1  
Date de la convocation : vendredi 30 juin 2023

**DELIBERATION N°DL\_CP2023\_0143**

**Relative au Plan d'action commun en matière de mobilité solidaire PAMS**

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

**Conseillère départementale représentée:**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Salime MDERE, Madame Rosette VITTA, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Madame Zaounaki SAINDOU

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3121-22 ;  
**Vu** Les articles L. 3121-22 et L 3122-5 du code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (dite LOM)  
**Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;  
**Vu** la délibération n°DL\_2021\_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission permanente ;  
**Vu** le rapport n°2023-1878 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant** le Conseil Départemental de Mayotte est autorité organisatrice de la mobilité régionale ;  
**Considérant** le Conseil Départemental de Mayotte est chef de file en matière de mobilité à Mayotte ;

**Après en avoir délibéré, par**

**19 voix Pour**  
**1 abstention**  
Monsieur Daniel ZAÏDANI

**Le Conseil Départemental,**

### **DECIDE**

- Article 1 :** de valider la mise en œuvre d'un Plans d'Action Communs en faveur de la mobilité solidaire (PAMS) ;
- Article 2 :** de mandater le Président du Conseil Départemental de Mayotte à mener toutes les démarches nécessaires pour faire aboutir ce projet ;
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil Départemental de Mayotte à signer tout accord, convention et marché lui permettant de réaliser le projet ;
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de Justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme**  
**Le Président du Conseil départemental**

  
**Ben Issa OUSSENI**



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE** **Légifrance**  
Le service public de la diffusion du droit

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## LOI n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (1)

NOR : TRET1821032L

ELI : [https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2019/12/24/TRET1821032L/jo/article\\_18](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2019/12/24/TRET1821032L/jo/article_18)

Alias : [https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2019/12/24/2019-1428/jo/article\\_18](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2019/12/24/2019-1428/jo/article_18)

JORF n°0299 du 26 décembre 2019

Texte n° 1

### Version initiale

#### Article 18

Le livre II de la première partie du code des transports est ainsi modifié :

1° Le chapitre V du titre Ier, tel qu'il résulte du 1° du I de l'article 15 de la présente loi, est complété par une section 2 ainsi rédigée :

« Section 2

« Action commune en faveur d'une mobilité solidaire

« Art. L. 1215-3.-La région, les autorités organisatrices de la mobilité mentionnées à l'article L. 1231-1, les syndicats mixtes mentionnés à l'article L. 1231-10, le département et les organismes concourant au service public de l'emploi coordonnent leur action en faveur de la mobilité solidaire.

« A cet effet, la région et le ou les départements concernés pilotent l'élaboration et suivent la mise en œuvre, à l'échelle d'un bassin de mobilité au sens des deux derniers alinéas de l'article L. 1215-1, d'un plan d'action commun en matière de mobilité solidaire.

« Sont associés les organismes publics et privés intervenant dans l'accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale ainsi que des personnes en situation de handicap ou dont la mobilité est réduite.

« Le plan d'action définit les conditions dans lesquelles ces personnes bénéficient d'un conseil et d'un accompagnement individualisé à la mobilité. Il prévoit, notamment, les mesures permettant au service public de l'emploi de fournir ces prestations à tout demandeur d'emploi, à toute personne éloignée de l'emploi ou au jeune en contrat d'apprentissage.

« Art. L. 1215-4.-Ile-de-France Mobilités, la région d'Ile-de-France, les départements de la région d'Ile-de-France, la Ville de Paris et les organismes concourant au service public de l'emploi coordonnent leur action en faveur de la mobilité solidaire.

« A cet effet, Ile-de-France Mobilités, la région d'Ile-de-France ainsi que les départements de la région d'Ile-de-France et la Ville de Paris lorsqu'ils sont concernés élaborent et mettent en œuvre, sur le ressort territorial de l'autorité organisatrice, un ou plusieurs plans d'action communs en matière de mobilité solidaire.

« Sont associés les organismes publics et privés intervenant dans l'accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale ainsi que des personnes en situation de handicap ou dont la mobilité est réduite.

« Le plan d'action définit les conditions dans lesquelles ces personnes bénéficient d'un conseil et d'un accompagnement individualisé à la mobilité. Il prévoit, notamment, les mesures permettant au service public de l'emploi de fournir ces prestations à tout demandeur d'emploi, à toute personne éloignée de l'emploi ou au jeune en contrat d'apprentissage. » ;

2° Le I des articles L. 1231-1-1, L. 1231-3 et L. 1241-1, tels qu'ils résultent, respectivement, des 8°, 9° et 14° du I de l'article 8 de la présente loi, est complété par un 6° ainsi rédigé :

« 6° Organiser des services de mobilité solidaire, contribuer au développement de tels services ou verser des aides individuelles à la mobilité, afin d'améliorer l'accès à la mobilité des personnes se trouvant en situation de vulnérabilité économique ou sociale et des personnes en situation de handicap ou dont la mobilité est réduite. »





- La LOM donne aux AOM une nouvelle compétence en matière de **mobilité solidaire**

- services de conseil à la mobilité, subventionner des structures privées d'aide à la mobilité, aides financières aux particuliers pour l'achat ou la location d'un véhicule ou d'un 2 roues, garages solidaires...



Mettre en œuvre  
des solutions pour  
les publics  
vulnérables



- **Plan d'action pour la mobilité solidaire** commun entre la Région et le Département

- Sur chaque bassin de mobilité
- Visant à coordonner les interventions pour la mobilité des plus fragiles
- En association avec Pôle Emploi
- Chaque demandeur d'emploi ou personne éloignée du marché du travail doit pouvoir bénéficier d'un conseil individualisé pour l'accès et le retour à l'emploi et à la formation professionnelle

- La LOM facilite l'accès à l'information

- les aides financières à la mobilité pour les particuliers doivent être présentées dans les systèmes d'information multimodale des AOM





Mesures pour les  
personnes en  
situation de  
handicap

■ Titre 2 (mobilités pour tous et partout) :

- Plan d'action pour la mobilité solidaire
- Obligation de mesures tarifaires pour personnes en situation de handicap + accompagnant
- Souplesse apportée sur les services de substitution et les arrêts en impossibilité technique avérée (ITA)
- Simplification sur l'accès aux services adaptés
- Accès aux bornes de recharge des véhicules électriques
- Adaptation de la réglementation VTC
- Publication du rapport sur les schémas d'accessibilité des AOM

■ et Titre 3 (nouvelles mobilités) :

- Collecte des données d'accessibilité tant des réseaux de transport que voirie, 200 m autour des points d'accès prioritaires
- N° unique de réservation des prestations d'assistance en gare

# Faciliter la mobilité des publics les plus fragiles

Rendre obligatoire la mise en place d'un plan d'actions en faveur de la mobilité solidaire et faciliter localement la mobilité des plus fragiles, en assurant une coordination entre les acteurs de la sphère sociale, de l'emploi et de l'insertion et les autorités en charge des mobilités.

## L'ESSENTIEL ★

Le plan d'action commun en faveur de la mobilité solidaire assure une **coordination entre les acteurs de la sphère sociale, de l'emploi et de l'insertion et les autorités en charge des mobilités**, afin de mieux articuler leurs actions et construire un accompagnement plus efficace des publics vulnérables, en particulier en matière d'accès à l'emploi.

### Entrée en vigueur

Dès la promulgation de la loi

## CE QUE CHANGE LA LOI

À l'échelle de chaque bassin de mobilité, la région et le département élaborent, en lien avec les autorités organisatrices de la mobilité, Pôle emploi et les acteurs du territoire (intervenant dans l'accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale ainsi que des personnes en situation de handicap ou dont la mobilité est réduite), **un plan d'action pour faciliter et accompagner ces publics dans leur mobilité du quotidien**.

Les aides financières individuelles liées à la mobilité, recensées ou mises en place dans ce cadre, devront figurer au sein des services d'information sur les déplacements, mis en place par les autorités organisatrices de la mobilité ou la région.



# 25%

Des Français ont déjà refusé une offre d'emploi faute de solution de mobilité.

# 86%

Des Français pensent que la mobilité est le premier obstacle à l'emploi.

## LES OBJECTIFS

- Répondre aux difficultés d'accès à une solution de mobilité rencontrées par les publics en situation de précarité sociale ou économique, en situation de handicap ou à mobilité réduite.
- Inciter les acteurs de la sphère sociale, de l'emploi et de l'insertion et les autorités organisatrices de la mobilité à se concerter et à imaginer des dispositifs plus cohérents entre eux et ainsi mieux répondre aux besoins des publics concernés.
- Mieux articuler leurs actions et construire un accompagnement plus efficace des publics vulnérables, en particulier en matière d'accès à l'emploi.

## LES ACTEURS CONCERNÉS



- ➔ Pilotage confié aux régions et aux départements
- ➔ Sont associés : les AOM, Pôle emploi, les organismes sociaux et les organismes publics et privés intervenant dans l'accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale, ainsi que des personnes en situation de handicap ou dont la mobilité est réduite.

## POUR ALLER PLUS LOIN >>>

Une nouvelle compétence mobilité solidaire est confiée aux AOM et aux AOM régionales pour les inciter à agir dans le domaine de la mobilité solidaire. Par exemple : en mettant en place des aides financières individuelles ou en créant un service de conseil ou d'accompagnement individualisé à la mobilité.

### Article 18 de la loi

#### Exemples de services :

[www.francemobilites.fr](http://www.francemobilites.fr)

#### Plus de détails sur la loi :

[www.ecologique-solidaire.gouv.fr/loi-mobilites-0](http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/loi-mobilites-0)